

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/JPN

4 septembre 2003

(03-4635)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

#### JAPON

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 août 2003.

---

Le Japon présente cette nouvelle notification complète conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des dispositions de l'article XVI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 et de l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (ci-après dénommé "l'Accord").<sup>1</sup>

Le Japon a inclus dans la présente notification certaines mesures qui peuvent ne pas constituer des "subventions" aux termes de l'article premier de l'Accord et certaines subventions qui peuvent ne pas être "spécifiques" aux termes de l'article 2 de l'Accord, afin d'assurer un maximum de transparence en ce qui concerne les programmes et mesures pertinents en vigueur sur son territoire.

Il convient de noter que, conformément aux dispositions de l'article 25.7 de l'Accord, la notification de ces programmes et mesures ne préjuge pas de leur statut juridique, de leurs effets ni de leur nature au regard du GATT de 1994 et de l'Accord.

---

<sup>1</sup> Il convient de noter que plusieurs programmes sont en cours de notification et ne figurent pas dans la liste ci-jointe.

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
<b>I. INDUSTRIE .....</b>	<b>5</b>
A. SUBVENTION POUR L'ÉCHANGE DE DONNÉES ÉLECTRONIQUES RELATIVES AUX PROCÉDURES LIÉES AU COMMERCE .....	5
B. PROGRAMME VISANT À ENCOURAGER LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES RÉGIONALES .....	5
C. SUBVENTION POUR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LES TECHNOLOGIES DE L'HABITAT DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION .....	6
D. SUBVENTION VISANT À ENCOURAGER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE.....	7
E. SUBVENTION POUR L'INSTALLATION DE MAISONS SOLAIRES À DES FINS D'EXPOSITION .....	8
F. SUBVENTION POUR L'INDUSTRIE DU BEKKO ET DE L'IVOIRE .....	9
G. SUBVENTION POUR L'INDUSTRIE DU CUIR ET DES ARTICLES EN CUIR .....	10
H. SUBVENTION CONCERNANT LES FRAIS DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT D'AÉRONEFS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.....	11
I. AIDE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AVIATION CIVILE.....	12
J. COMMISSION DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LES AÉRONEFS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.....	13
K. COMMISSION DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LA TECHNOLOGIE DE LA TÉLÉDÉTECTION APPLIQUÉE À LA PROSPECTION PÉTROLIÈRE .....	14
L. SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION JAPONAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES .....	15
M. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DES PRODUITS ARTISANAUX TRADITIONNELS .....	16
N. COMMISSION CHARGÉE DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ DU SYSTÈME DE PRODUCTION D'ÉNERGIE SOLAIRE SPATIALE.....	17
O. SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ENTRAÎNANT LA CRÉATION DE NOUVELLES ENTREPRISES .....	18
P. SUBVENTION POUR LA FORMATION DE TECHNICIENS CHARGÉS DE L'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION .....	19
Q. PROGRAMME DE CALCUL MONDE RÉEL (RWC) .....	20
R. CONTRAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION ET POUR D'AUTRES OBJECTIFS CONNEXES.....	21
S. CONTRAT POUR LA MISE EN PLACE D'UNE INFRASTRUCTURE CONCERNANT L'INFORMATION ET L'ÉCONOMIE.....	22
T. RECHERCHE INTERNATIONALE SUR LES SYSTÈMES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE .....	22
U. SUBVENTION POUR LA RATIONALISATION DES RAFFINERIES DE PÉTROLE .....	23
V. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DE LA DÉSULFURATION DU GAZOLE .....	24
W. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DU SYSTÈME DE POINTS DE VENTE INDUSTRIELS DU PÉTROLE .....	25
X. SUBVENTION CONCERNANT LE COÛT DES PROJETS VISANT À AMÉLIORER LES TECHNIQUES DE RAFFINAGE DANS LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE ET AUTRES OBJECTIFS S'Y RAPPORTANT .....	26
Y. SUBVENTION POUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES DÉVERSEMENTS IMPORTANTS D'HYDROCARBURES.....	27
Z. SUBVENTION AU TITRE DE PRÊTS DESTINÉS À FINANCER LA CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE PÉTROLE .....	28
AA. SUBVENTION AU TITRE DE PRÊTS DESTINÉS À FINANCER L'ACHAT DE PÉTROLE ET DE GAZ DE PÉTROLE À DES FINS DE STOCKAGE.....	29
BB. SUBVENTION EN FAVEUR DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS .....	30
CC. SUBVENTION VISANT À GARANTIR LA QUALITÉ DES PRODUITS PÉTROLIERS .....	31
DD. SUBVENTION VISANT À ENCOURAGER L'ADOPTION DE MATÉRIEL À TRÈS FORT RENDEMENT ÉNERGÉTIQUE DANS LE SECTEUR CIVIL ET À ENCOURAGER LES INITIATIVES EN VUE DE L'UTILISATION DE GAZ DE PÉTROLE À FORT RENDEMENT (ENCOURAGER LES INITIATIVES VISANT À ACCROÎTRE L'UTILISATION DE CLIMATISEURS À POMPE À CHALEUR FONCTIONNANT AU GAZ DE PÉTROLE).....	32
EE. SUBVENTION POUR LA PROSPECTION DU GAZ NATUREL.....	33
FF. CONTRAT RELATIF À LA MISE AU POINT DES TECHNOLOGIES DE PROSPECTION DES RESSOURCES MINÉRALES .....	34

GG.	MISE AU POINT DE SYSTÈMES PERMETTANT D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE DANS LES MINES .....	35
HH.	AIDE À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE.....	36
II.	SUBVENTION POUR LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ DE L'EXPLOITATION DU CHARBON À L'ÉTRANGER .....	37
JJ.	SUBVENTION POUR LA PROMOTION DE TECHNIQUES DE PRODUCTION ET D'UTILISATION DU CHARBON.....	38
KK.	SUBVENTION POUR LA PROMOTION DES ENTREPRISES MINIÈRES .....	39
LL.	SUBVENTION POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES NOVATRICES ET VIABLES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE .....	40
MM.	SUBVENTIONS AU TITRE DES MESURES PRISES PAR LES FOURNISSEURS LOCAUX DE GAZ URBAIN POUR ENCOURAGER LA CONVERSION AU GAZ NATUREL.....	41
NN.	BONIFICATION D'INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS ACCORDÉS POUR METTRE EN PLACE DES INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES APPROPRIÉES POUR LES SOURCES D'ÉNERGIE PERMETTANT DE REMPLACER LE PÉTROLE .....	42
OO.	SUBVENTION POUR LA CRÉATION D'UNE CENTRALE DE PRODUCTION INTÉGRÉE D'ÉLECTRICITÉ PAR GAZÉIFICATION DU CHARBON PAR CYCLE COMBINÉ .....	43
PP.	SUBVENTION DU COÛT DU DÉVELOPPEMENT EN VUE DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DES DÉCHETS .....	44
QQ.	SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE TECHNIQUES TRÈS EFFICACES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DES DÉCHETS .....	45
RR.	SUBVENTION POUR LA MISE AU POINT DES TECHNIQUES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE AU MOYEN DES NOUVEAUX COMBUSTIBLES DÉRIVÉS DES DÉCHETS .....	46
SS.	SUBVENTION POUR LA MISE AU POINT DES TECHNIQUES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE AU MOYEN DES NOUVEAUX COMBUSTIBLES DÉRIVÉS DES DÉCHETS .....	47
TT.	DÉPENSES CONCERNANT LA RECHERCHE ET LES ESSAIS PRATIQUÉS SUR LES EXPÉDITIONS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE SUR LES CRITÈRES APPLIQUÉS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS RADIOACTIFS .....	48
UU.	SUBVENTION VISANT À FAVORISER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE NON UTILISÉE POUR LE CHAUFFAGE ET LA CLIMATISATION URBAINS.....	49
VV.	SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES .....	50
WW.	BONIFICATION D'INTÉRÊTS EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES .....	51
XX.	PROGRAMME RELATIF À L'ÉNERGIE GÉOTHERMIQUE .....	52
YY.	CONTRAT DE RECHERCHE EN VUE D'ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION DE CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES .....	53
ZZ.	CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE CONTRÔLE RELATIFS AUX TECHNIQUES DE DÉMANTÈLEMENT DES INSTALLATIONS COMMERCIALES DES CENTRALES NUCLÉAIRES.....	54
AAA.	CONTRAT RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES ESSAIS DE CONFIRMATION ET AUTRES RELATIFS À LA TECHNOLOGIE DES RÉACTEURS À EAU ORDINAIRE.....	55
BBB.	SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE D'UN SYSTÈME INTÉGRAL DE CENTRALE MOX-REB DE TYPE AVANCÉ.....	56
CCC.	CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION RELATIFS AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DES RÉACTEURS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ.....	57
DDD.	CONTRAT EN VUE DE L'AMÉLIORATION DES TECHNOLOGIES QUI SONT À LA BASE DES CODES D'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ .....	58
EEE.	RECHERCHE EN VUE DE PROMOUVOIR L'UTILISATION DU GAZ NATUREL AU NIVEAU RÉGIONAL .....	59
FFF.	CONTRAT DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE EN VUE D'ENCOURAGER L'APPROVISIONNEMENT EN CHARBON À L'ÉTRANGER .....	60
GGG.	SUBVENTION POUR LES PRÊTS AU FONDS DE PRÉVENTION DE LA POLLUTION .....	61
HHH.	CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE CONTRÔLE RELATIFS AU STOCKAGE DES COMBUSTIBLES IRRADIÉS .....	62
III.	CONTRAT ATTRIBUÉ POUR L'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DES STRUCTURES PRINCIPALES .....	63
JJJ.	ÉTUDE CONCERNANT LA MÉTHODE OPTIMALE POUR RÉPARER LES EFFETS DES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT.....	64
<b>II.</b>	<b>FINANCEMENT .....</b>	<b>65</b>
A.	MESURES FISCALES VISANT À RENFORCER LA GESTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES .....	65
B.	CRÉDIT D'IMPÔT DANS LES CAS D'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS.....	66

C.	DÉDUCTION SPÉCIALE POUR FRAIS DE PROSPECTION DE GISEMENTS MINÉRAUX DANS LE PAYS OU À L'ÉTRANGER .....	67
D.	AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR CERTAINES MACHINES UTILISÉES DANS DES INDUSTRIES DE POINTE INSTALLÉES DANS CERTAINES ZONES DE REGROUPEMENT D'INDUSTRIES DE POINTE .....	68
E.	AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES MACHINES (CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES VISANT À RELANCER LES ENTREPRISES) .....	69
F.	AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES INSTALLATIONS (CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES MESURES TEMPORAIRES VISANT À AMÉLIORER LES MÉTHODES DE CONTRÔLE DU PROCESSUS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE) .....	71
G.	AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES BATEAUX DE PÊCHE (LIÉ AU PLAN D'AMÉLIORATION DES STRUCTURES DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE PÊCHE DANS LE CADRE DE LA LOI EXCEPTIONNELLE SUR LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE) .....	72
H.	AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MACHINES DE SOCIÉTÉS PRÉVU DANS LES PLANS DE RENFORCEMENT DE LA GESTION .....	73
I.	AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MACHINES DE SOCIÉTÉS PRÉVU DANS LES PLANS DE RENFORCEMENT DE LA GESTION DE L'AGRICULTURE .....	75
J.	AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES CAGES D'ASCENSEURS ET ASCENSEURS SPÉCIFIQUES DESTINÉS À L'INDUSTRIE MINIÈRE .....	76
K.	AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES PAIEMENTS EFFECTUÉS À DES ASSOCIATIONS PARTICULIÈRES .....	77
L.	RÉSERVE POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION MINÉRALE DUE À L'EXTRACTION DES MINÉRAIS MÉTALLIQUES .....	79
M.	RÉSERVE POUR LA PRÉVENTION DE CERTAINES CATASTROPHES .....	80
N.	RÉSERVE POUR RÉPARATIONS SPÉCIALES .....	81
O.	RÉSERVE POUR LA PROSPECTION DE NOUVEAUX GISEMENTS DE MINÉRAIS AU JAPON ET À L'ÉTRANGER .....	83
P.	MESURES FINANCIÈRES EN FAVEUR DES PRODUCTEURS DE SHOCHU B .....	84
Q.	AIDES EN FAVEUR DE LA RATIONALISATION ET DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT D'ACTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE SALINIÈRE .....	85
<b>III.</b>	<b>AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE .....</b>	<b>86</b>
A.	MESURES CONCERNANT LE RIZ, LE BLÉ ET L'ORGE .....	86
B.	MESURES CONCERNANT LES FÈVES DE SOJA ET LES GRAINES DE COLZA .....	88
C.	MESURES CONCERNANT LE SUCRE .....	89
D.	MESURES CONCERNANT LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS .....	90
E.	MESURES CONCERNANT LES VIANDES BOVINE ET PORCINE .....	91
F.	MESURES CONCERNANT LES ŒUFS .....	93
G.	MESURES CONCERNANT LES LÉGUMES .....	94
H.	MESURES CONCERNANT LES FRUITS .....	95
I.	MESURES CONCERNANT LES COCONS .....	96
J.	SUBVENTION DE LA CAISSE DE RETRAITE DES AGRICULTEURS .....	97
K.	BONIFICATION D'INTÉRÊTS DU FONDS DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE .....	98
L.	SUBVENTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DE LA PÊCHE .....	99
M.	BONIFICATION D'INTÉRÊTS DU FONDS DE MODERNISATION DES PÊCHERIES .....	99
N.	SUBVENTION EN FAVEUR DU FONDS SPÉCIAL POUR LES PÊCHERIES .....	100
O.	FONDS POUR LES PROJETS MIS EN ŒUVRE PAR LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX POUR PROMOUVOIR DES PÊCHERIES DURABLES .....	101
P.	FONDS POUR LES ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR PROMOUVOIR DES PÊCHERIES DURABLES .....	102
Q.	FONDS DE MODERNISATION DE L'INDUSTRIE DU BOIS .....	103
<b>IV.</b>	<b>TRANSPORT .....</b>	<b>104</b>
A.	AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT POUR LES NOUVEAUX NAVIRES .....	104

**I. INDUSTRIE**

**A. SUBVENTION POUR L'ÉCHANGE DE DONNÉES ÉLECTRONIQUES RELATIVES AUX PROCÉDURES LIÉES AU COMMERCE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour l'échange de données électroniques relatives aux procédures liées au commerce.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001–mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir l'échange de données électroniques relatives aux procédures liées au commerce.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Office japonais de promotion des technologies de l'information

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant budgétisé de la subvention**

Exercice 2001 (liquidation des comptes) 150 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 2001 pour une durée indéterminée.

**10. Donnée statistique permettant d'évaluer les effets d'une subvention sur le commerce**

n.d.

**B. PROGRAMME VISANT À ENCOURAGER LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES RÉGIONALES**

**1. Titre du programme de subventions**

Programme visant à encourager la recherche-développement de technologies régionales.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contribuer au développement économique, au moyen de la recherche fondamentale et de l'innovation, en utilisant des ressources régionales.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux organismes de recherche tels que des entreprises, des associations de recherche, des entreprises publiques ou des universités mandatées par la NEDO, qui est un organe public.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	1 679 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 600 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 554 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1991 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**C. SUBVENTION POUR LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LES TECHNOLOGIES DE L'HABITAT DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la recherche-développement concernant les technologies de l'habitat de la nouvelle génération.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir le développement de technologies pour assurer des logements viables.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Association pour la recherche-développement de technologies de l'habitat visant à améliorer la qualité de vie.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (liquidation des comptes)	149 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	178 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 2000-mars 2005.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**D. SUBVENTION VISANT À ENCOURAGER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention visant à encourager l'utilisation de l'énergie solaire.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Accorder des bonifications d'intérêt aux entreprises qui procèdent à l'installation de maisons solaires afin de réduire les frais d'installation.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Installateurs de systèmes fonctionnant à l'énergie solaire.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	25 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	10 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 1995-mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**E. SUBVENTION POUR L'INSTALLATION DE MAISONS SOLAIRES À DES FINS D'EXPOSITION**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour l'installation de maisons solaires à des fins d'exposition.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Aider les entreprises qui procèdent à l'installation de maisons solaires à des fins d'exposition afin d'encourager la vulgarisation de l'énergie solaire.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.



**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Entreprises qui procèdent à l'installation de maisons solaires.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	58 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	55 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	49 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 1989-mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**F. SUBVENTION POUR L'INDUSTRIE DU BEKKO ET DE L'IVOIRE**

**1. Titre du programme de subvention**

Subvention pour l'industrie du bekko et de l'ivoire.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Aider l'industrie du bekko et de l'ivoire, affectée par l'interdiction qui frappe le commerce de ses produits en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux associations à but non lucratif qui fournissent des services de consultation, perpétuent les techniques de transformation, etc., dans l'industrie du bekko et de l'ivoire. Les associations se composent de PME du secteur.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	246 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	202 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	207 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1991 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

(Le commerce de ces articles est interdit par la CITES.)

**G. SUBVENTION POUR L'INDUSTRIE DU CUIR ET DES ARTICLES EN CUIR**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour l'industrie du cuir et des articles en cuir.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contribuer au sain développement des PME dans l'industrie du cuir et des articles en cuir.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux administrations locales ou aux associations à but non lucratif qui fournissent des services de conseil, organisent des activités de formation du personnel, etc., dans l'industrie du cuir et des articles en cuir. Les associations se composent principalement de PME de ce secteur.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	295 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	282 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	246 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1971 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en 100 millions de yen)

	1999	2000	2001
Production	7 829	7 270	n.d.
Importations	2 498	2 416	2 694
Exportations	171	193	159

**H. SUBVENTION CONCERNANT LES FRAIS DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT D'AÉRONEFS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention concernant les frais de recherche-développement d'aéronefs de la nouvelle génération.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme vise à développer la capacité de l'industrie aéronautique japonaise d'élaborer des projets d'ensemble, par le biais du développement d'un petit aéronef civil (70 à 120 places).

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société japonaise de développement de l'aéronautique.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	160 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	160 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	160 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1991 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**I. AIDE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AVIATION CIVILE**

**1. Titre du programme de subventions**

Aide pour le développement de l'aviation civile.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Favoriser le développement de l'industrie aéronautique, et contribuer à l'amélioration de la technologie industrielle et à l'évolution des échanges internationaux, au moyen de la promotion du projet international commun de développement de l'aéronautique et des moteurs d'aviation.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la promotion de l'industrie aéronautique.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

L'aide est accordée sous forme de subventions remboursables, uniquement pour les projets de développement internationaux communs très risqués, par l'intermédiaire du Fonds de développement international de l'aviation.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société japonaise de développement de l'aéronautique. Société japonaise des moteurs d'aviation.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 892 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 493 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 499 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

L'aide pour le développement de l'aviation civile est accordée pour la même durée que l'aide pour le développement international concerté de l'aviation civile (qui a été supprimée en 1998).

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**J. COMMISSION DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LES AÉRONEFS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION**

**1. Titre du programme de subventions**

Commission de la recherche-développement concernant les aéronefs de la nouvelle génération.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre en œuvre des activités de recherche-développement pour s'associer au projet de collaboration internationale en vue du développement des transports supersoniques sous l'angle de l'échange international de technologies de pointe, et contribuer à la croissance de l'économie internationale.

**4. Fondement et législation**

Ministère du commerce extérieur et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société japonaise des entreprises aérospatiales.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	180 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	150 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	126 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1989 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**K. COMMISSION DE LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT CONCERNANT LA TECHNOLOGIE DE LA TÉLÉDÉTECTION APPLIQUÉE À LA PROSPECTION PÉTROLIÈRE****1. Titre du programme de subventions**

Commission de la recherche-développement concernant la technologie de la télédétection appliquée à la prospection pétrolière.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Réaliser des projets de recherche-développement concernant les détecteurs embarqués à bord des satellites en vue d'améliorer les techniques de télédétection appliquées à la prospection pétrolière.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Centre d'analyse des données de télédétection de la terre, Organisation japonaise des systèmes d'observation des ressources.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	4 980 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	4 475 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	3 804 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1981 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**L. SUBVENTION POUR L'ASSOCIATION JAPONAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour l'association japonaise des petites et moyennes entreprises.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager le commerce électronique dans les petites entreprises de l'industrie textile, soutenir la formation continue et promouvoir les produits en soie.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui est et comment la subvention est accordée**

Association japonaise des petites et moyennes entreprises.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (budget)	210 millions de yen
Exercice 2001 (budget)	180 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cette subvention est accordée depuis l'exercice budgétaire 1999 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(Tonnes)

	<b>Production</b>	<b>Importations</b>	<b>Exportations</b>	<b>Consommation intérieure</b>
1996	1 323 311	1 457 214	398 132	2 419 471
1997	1 315 018	1 428 137	405 281	2 326 714
1998	1 183 541	1 277 502	414 493	2 061 271
1999	1 123 624	1 462 253	410 424	2 233 065
2000	1 089 043	1 692 321	438 868	2 353 328

**M. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DES PRODUITS ARTISANAUX TRADITIONNELS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la promotion des produits artisanaux traditionnels.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir les produits de l'artisanat japonais traditionnel, fabriqués selon des techniques ou des méthodes anciennes.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative à la promotion des produits artisanaux traditionnels.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée à 44 administrations locales (à l'exception de celles d'Hokkaido, Chiba et Kumamoto).



**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (budget)	100 millions de yen
Exercice 2000 (budget)	178 millions de yen
Exercice 2001 (budget)	187 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1974 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en millions de yen)

	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>
Production	278 448	267 195	265 345
Importations	0	0	0
Exportations	n.d.	n.d.	n.d.

Ces articles ne sont fabriqués qu'au Japon. Ils ne sont guère exportés car ils sont associés au mode de vie japonais.

**N. COMMISSION CHARGÉE DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ DU SYSTÈME DE PRODUCTION D'ÉNERGIE SOLAIRE SPATIALE**

**1. Titre du programme de subventions**

Commission chargée de l'étude de faisabilité du système de production d'énergie solaire spatiale.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Réaliser une étude de faisabilité du système de production d'énergie solaire spatiale sous l'angle de l'économie, de l'écologie et de la technologie.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Institute for Unmanned Space Experiment Free Flyer (USEF) (Institut pour l'expérimentation d'engins spatiaux autonomes inhabités).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2001 (liquidation des comptes) 50 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 2001 à l'exercice 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**O. SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ENTRAÎNANT LA CRÉATION DE NOUVELLES ENTREPRISES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le développement des technologies de l'information entraînant la création de nouvelles entreprises.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Soutenir les entreprises privées qui développent, dans le domaine des technologies de l'information, des concepts technologiques susceptibles de déboucher sur de nouvelles activités à l'avenir.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée à des organisations du secteur privé, etc.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (liquidation des comptes)	921 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	978 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 2000-mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**P. SUBVENTION POUR LA FORMATION DE TECHNICIENS CHARGÉS DE L'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la formation de techniciens chargés de l'évaluation de la sécurité de l'information.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Faciliter l'établissement et le fonctionnement du programme d'évaluation de la sécurité de l'information selon les critères communs basés sur la norme ISO 15408.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

n.d.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux institutions ayant la capacité de former de tels techniciens.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (liquidation des comptes)	147 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	135 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 2000-mars 2004.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**Q. PROGRAMME DE CALCUL MONDE RÉEL (RWC)**

**1. Titre du programme de subventions**

Programme de calcul monde réel (RWC).

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Établir des technologies fondamentales pour la prochaine génération de systèmes de traitement de l'information.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée au Partenariat de calcul monde réel (RWCP).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	5 512 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	5 352 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	4 385 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 1992-mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

R. CONTRAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION ET POUR D'AUTRES OBJECTIFS CONNEXES

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat pour le développement des systèmes de traitement de l'information et pour d'autres objectifs connexes.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Recherche-développement concernant la mise en place d'une infrastructure afin de développer la société de l'information au Japon.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Organisation du secteur privé, etc.  
Société japonaise de développement du traitement de l'information  
Académie centrale des technologies de l'information  
Association pour le développement des nouveaux médias.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	865 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 779 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 844 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1973 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

S.        **CONTRAT POUR LA MISE EN PLACE D'UNE INFRASTRUCTURE CONCERNANT L'INFORMATION ET L'ÉCONOMIE**

**1.        Titre du programme de subventions**

Contrat pour la mise en place d'une infrastructure concernant l'information et l'économie.

**2.        Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001–mars 2002.

**3.        Objectif général et/ou objet de la subvention**

Étudier la mise en place d'une infrastructure afin d'encourager la restructuration des système et tissu sociaux à l'aide des technologies de l'information.

**4.        Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5.        Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6.        Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7.        À qui et comment la subvention est accordée**

Organisations du secteur privé, etc.

Association pour le développement des nouveaux médias

Centre pour le développement des systèmes d'information médicale

**8.        Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2001 (liquidation des comptes)

4 320 millions de yen

**9.        Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 2001-mars 2006.

**10.      Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

T.        **RECHERCHE INTERNATIONALE SUR LES SYSTÈMES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE PHOTOVOLTAÏQUE**

**1.        Titre du programme de subventions**

Recherche internationale sur les systèmes de production d'énergie photovoltaïque.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Améliorer les résultats et la fiabilité des systèmes de production d'énergie photovoltaïque, en utilisant les conditions naturelles et sociales des pays partenaires.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Entreprises auxquelles s'est adressé le NEDO, qui est un organisme public.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	220 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	277 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	277 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Avril 1992–mars 2005.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**U. SUBVENTION POUR LA RATIONALISATION DES RAFFINERIES DE PÉTROLE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la rationalisation des raffineries de pétrole.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Aider à la rationalisation des raffineries (y compris la fermeture de certaines d'entre elles).

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Bonification d'intérêt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux sociétés de raffinage du pétrole qui ont rationalisé leurs activités, etc.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	10 635 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	260 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	208 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1986 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**V. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DE LA DÉSULFURATION DU GAZOLE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la promotion de la désulfuration du gazole.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Aider à la rationalisation des raffineries (y compris la fermeture de certaines d'entre elles).

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.



**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Bonification d'intérêt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Sociétés de raffinage du pétrole.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	282 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	94 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	57 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1990 à l'exercice 2006.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**W. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DU SYSTÈME DE POINTS DE VENTE INDUSTRIELS DU PÉTROLE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la promotion du système de points de vente industriels du pétrole.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promotion des systèmes de communication en réseaux dans l'industrie pétrolière.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Bonification d'intérêt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Sociétés pétrolières.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	23 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	11 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	9 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1989 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**X. SUBVENTION CONCERNANT LE COÛT DES PROJETS VISANT À AMÉLIORER LES TECHNIQUES DE RAFFINAGE DANS LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE ET AUTRES OBJECTIFS S'Y RAPPORTANT****1. Titre du programme de subventions**

Subvention concernant le coût des projets visant à améliorer les techniques de raffinage dans les pays producteurs de pétrole et autres objectifs s'y rapportant.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Échanges d'information entre experts et ententes de coopération en matière de recherche-développement entre le Japon et les pays producteurs de pétrole dans le domaine des technologies relatives à l'industrie pétrolière, et mesures pour encourager les investissements japonais dans ces pays.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Centre japonais de coopération en matière de pétrole  
Centre de l'énergie pétrolière  
Centre japonais de coopération pour le Moyen-Orient.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	7 258 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	6 070 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	6 833 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1981 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**Y. SUBVENTION POUR LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES DÉVERSEMENTS IMPORTANTS D'HYDROCARBURES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le programme de lutte contre les déversements importants d'hydrocarbures.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre au point le système de lutte contre les déversements importants d'hydrocarbures au Japon et à l'étranger.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Dons.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Association japonaise du pétrole.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	979 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	663 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	733 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cette subvention a été accordée en 1990 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**Z. SUBVENTION AU TITRE DE PRÊTS DESTINÉS À FINANCER LA CONSTRUCTION D'INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE PÉTROLE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention au titre de prêts destinés à financer la construction d'installation de stockage de pétrole.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Assurer la stabilité de l'approvisionnement en pétrole grâce à des mesures visant à garantir la disponibilité de stocks de pétrole.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée à la Banque japonaise de développement, la Société de développement financier d'Okinawa et la Compagnie nationale des pétroles, qui accordent des prêts à faible taux d'intérêt pour la construction d'installations de stockage de pétrole.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	35 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	33 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	31 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1981 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**AA. SUBVENTION AU TITRE DE PRÊTS DESTINÉS À FINANCER L'ACHAT DE PÉTROLE ET DE GAZ DE PÉTROLE À DES FINS DE STOCKAGE**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention au titre de prêts destinés à financer l'achat de pétrole et de gaz de pétrole à des fins de stockage.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Assurer la stabilité de l'approvisionnement en pétrole grâce à des mesures visant à garantir la disponibilité de stocks de pétrole.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée à la Compagnie nationale des pétroles qui accorde des prêts à faible taux d'intérêt pour l'achat de pétrole et de gaz de pétrole.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	3 110 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 844 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	4 381 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1972 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**BB. SUBVENTION EN FAVEUR DE LA RESTRUCTURATION DU SECTEUR DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention en faveur de la restructuration du secteur de la distribution des produits pétroliers.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Favoriser la restructuration du secteur de la distribution des produits pétroliers.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Associations chargées de la mise en œuvre de la restructuration du secteur de la distribution des produits pétroliers.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	1 235 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 020 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 121 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1987 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**CC. SUBVENTION VISANT À GARANTIR LA QUALITÉ DES PRODUITS PÉTROLIERS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention visant à garantir la qualité des produits pétroliers.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Garantir la qualité des produits pétroliers distribués chez les détaillants.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Association nationale des distributeurs de produits pétroliers  
Fédération nationale des coopératives de produits pétroliers  
Fédération nationale des groupements commerciaux de produits pétroliers

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 214 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 974 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 933 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1986 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

DD. SUBVENTION VISANT À ENCOURAGER L'ADOPTION DE MATÉRIEL À TRÈS FORT RENDEMENT ÉNERGÉTIQUE DANS LE SECTEUR CIVIL ET À ENCOURAGER LES INITIATIVES EN VUE DE L'UTILISATION DE GAZ DE PÉTROLE À FORT RENDEMENT (ENCOURAGER LES INITIATIVES VISANT À ACCROÎTRE L'UTILISATION DE CLIMATISEURS À POMPE À CHALEUR FONCTIONNANT AU GAZ DE PÉTROLE)

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention visant à encourager l'adoption de matériel à très fort rendement énergétique, dans le secteur civil. Encourager les initiatives en vue de l'utilisation de gaz de pétrole à fort rendement. (Encourager les initiatives visant à accroître l'utilisation de climatiseurs à pompe à chaleur fonctionnant au gaz de pétrole.)

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager l'installation de climatiseurs à pompe à chaleur fonctionnant au gaz de pétrole afin de favoriser les économies d'énergie.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux propriétaires qui installent des climatiseurs à pompe à chaleur fonctionnant au gaz de pétrole par l'intermédiaire du Centre de promotion du gaz de pétrole et s'adressent à des organismes de financement habilités à cet effet.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	73 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	31 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	8 millions de yen



**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1991 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en milliers de tonnes)

<b>Gaz de pétrole</b>	<b>Exercice 1994</b>	<b>Exercice 1995</b>	<b>Exercice 1996</b>	<b>Exercice 1997</b>	<b>Exercice 1998</b>	<b>Exercice 1999</b>	<b>Exercice 2000</b>
Production	4 197	4 387	4 537	4 469	4 294	4 595	4 612
Importations	15 080	14 827	15 232	14 853	14 465	14 387	14 851
Consommation	19 118	19 341	19 703	19 322	18 889	19 131	18 830
Exportations	0	6	7	47	58	95	55

**EE. SUBVENTION POUR LA PROSPECTION DU GAZ NATUREL**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la prospection du gaz naturel.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir la prospection et le développement des ressources de gaz naturel au Japon.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la mise en valeur des ressources combustibles (pétrole et gaz naturel).

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux détenteurs d'une concession d'exploitation de gaz naturel.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 997 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 848 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 202 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1952 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

	(en millions de m <sup>3</sup> )		
	Exercice 1998	Exercice 1999	Exercice 2000
Production	2 297	2 313	2 499
Importations	67 413	70 362	73 801
Consommation	69 710	72 675	76 300
Exportations	0	0	0

**FF. CONTRAT RELATIF À LA MISE AU POINT DES TECHNOLOGIES DE PROSPECTION DES RESSOURCES MINÉRALES****1. Titre du programme de subventions**

Contrat relatif à la mise au point des technologies de prospection des ressources minérales.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre au point des techniques plus efficaces de prospection des ressources minières.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Office japonais des mines de métaux.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	127 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	111 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	103 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1975 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**GG. MISE AU POINT DE SYSTÈMES PERMETTANT D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE DANS LES MINES**

**1. Titre du programme de subventions**

Mise au point de systèmes permettant d'économiser l'énergie dans les mines.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Économiser l'énergie dans l'exploitation minière.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Office japonais des mines de métaux.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	273 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	228 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	204 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1997 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

HH. AIDE À L'AJUSTEMENT STRUCTUREL DE L'INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

**1. Titre du programme de subventions**

Aide à l'ajustement structurel de l'industrie charbonnière.

(Ce programme englobe les aides pour assurer la sécurité dans les mines, les aides à la stabilisation de l'industrie charbonnière, les aides à la modernisation des puits de charbon, la subvention pour la restructuration des mines de charbon et les aides pour encourager les sociétés minières à diversifier leurs opérations et à exploiter de nouveaux domaines d'activité, qui ont déjà fait l'objet d'une notification.)

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Faciliter l'ajustement structurel de l'industrie charbonnière, moyennant une aide à la production, la prévention des catastrophes, la diversification des activités, etc.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux titulaires d'un droit d'extraction du charbon, etc., dans le cadre de l'industrie charbonnière.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	3 092 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	3 056 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	7 358 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme sera progressivement supprimé d'ici à mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en milliers de tonnes)

<b>Charbon</b>	<b>Exercice 1998</b>	<b>Exercice 1999</b>	<b>Exercice 2000</b>
Production	3 698	3 690	2 974
Importations	126 584	135 719	149 441
Consommation	126 508	135 998	149 330
Exportations	0	0	0

**II. SUBVENTION POUR LES ÉTUDES DE FAISABILITÉ DE L'EXPLOITATION DU CHARBON À L'ÉTRANGER**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour les études de faisabilité de l'exploitation du charbon à l'étranger.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Appuyer la prospection et l'exploitation des ressources charbonnières effectuées à l'étranger par des sociétés japonaises privées par le biais de l'Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO), afin de contribuer à la stabilité de l'approvisionnement du Japon en ressources charbonnières à l'avenir.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi concernant la promotion du développement et l'introduction d'autres sources d'énergie. Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Dons.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	36,2 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	50,8 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	50,4 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cette subvention a été accordée en avril 1980 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

JJ. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DE TECHNIQUES DE PRODUCTION ET D'UTILISATION DU CHARBON

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la promotion de techniques de production et d'utilisation du charbon.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Aide à la mise au point de techniques de production et d'utilisation du charbon en vue de résoudre le problème écologique.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO), Centre de promotion du charbon, Centre pour l'utilisation du charbon, etc.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	7 385 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	7 204 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	4 852 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en 1993 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**KK. SUBVENTION POUR LA PROMOTION DES ENTREPRISES MINIÈRES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la promotion des entreprises minières.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contribuer à la stabilité de l'approvisionnement du Japon en ressources minérales souterraines en encourageant la prospection desdites ressources et en améliorant les techniques d'extraction des petites et moyennes entreprises minières.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises minières dont le capital est égal ou inférieur à 100 millions de yen, ou dont le nombre de salariés est égal ou inférieur à 1 000 personnes.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (liquidation des comptes)	512 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	347 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La subvention a été accordée en avril 2000 pour une durée indéterminée.

# **10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en milliers de tonnes)

<b>Cuivre</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Production intérieure	1	1	1	1	1
Quantités importées	1 163	1 172	1 276	1 357	1 289
Demande intérieure	1 508	1 361	1 273	1 347	1 101
Quantités exportées	0	0	0	0	0

<b>Plomb</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Production intérieure	5	6	6	9	5
Quantités importées	123	124	125	131	121
Demande intérieure	272	252	240	251	242
Quantités exportées	0	0	0	0	0

<b>Zinc</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Production intérieure	72	68	64	64	45
Quantités importées	512	489	565	531	575
Demande intérieure	635	550	571	614	545
Quantités exportées	0	0	0	0	0

LL. SUBVENTION POUR LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE TECHNOLOGIES NOVATRICES ET VIABLES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

## **1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le projet de développement de technologies novatrices et viables dans le domaine de l'énergie nucléaire.

## **2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

## **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le gouvernement japonais soutient les activités novatrices et viables de recherche-développement menées par le secteur privé dans le domaine des techniques nucléaires et qui améliorent la sécurité et la rentabilité des centrales nucléaires et des installations du cycle du combustible nucléaire.

## **4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

## **5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.



**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Secteur des centrales nucléaires par l'intermédiaire de l'Institut d'énergie appliquée (organisme quasi public).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2000 (liquidation des comptes)	0 million de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 113 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 2000 et la durée de chaque projet varie entre trois et cinq ans.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**MM. SUBVENTIONS AU TITRE DES MESURES PRISES PAR LES FOURNISSEURS LOCAUX DE GAZ URBAIN POUR ENCOURAGER LA CONVERSION AU GAZ NATUREL**

**1. Titre du programme de subventions**

Subventions au titre des mesures prises par les fournisseurs locaux de gaz urbain pour encourager la conversion au gaz naturel.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager les fournisseurs locaux de gaz urbain à distribuer du gaz naturel, qui est l'une des sources d'énergie permettant de remplacer le pétrole.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don, bonification d'intérêts.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Fournisseurs locaux de gaz urbain.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	1 828 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 913 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 858 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1985 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

NN. BONIFICATION D'INTÉRÊTS SUR LES PRÊTS ACCORDÉS POUR METTRE EN PLACE DES INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES APPROPRIÉES POUR LES SOURCES D'ÉNERGIE PERMETTANT DE REMPLACER LE PÉTROLE

**1. Titre du programme de subventions**

Bonification d'intérêts sur les prêts accordés pour mettre en place des installations spécifiques appropriées pour les sources d'énergie permettant de remplacer le pétrole.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager les fournisseurs locaux de gaz urbain à distribuer du gaz naturel, qui est l'une des sources d'énergie permettant de remplacer le pétrole.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Bonification d'intérêts.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Banque de développement du Japon.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	43 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	60 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	420 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1985 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

OO. SUBVENTION POUR LA CRÉATION D'UNE CENTRALE DE PRODUCTION INTÉGRÉE D'ÉLECTRICITÉ PAR GAZÉIFICATION DU CHARBON PAR CYCLE COMBINÉ

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la création d'une centrale de production intégrée d'électricité par gazéification du charbon par cycle combiné.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Développer une technologie de production intégrée d'électricité par gazéification du charbon par cycle combiné.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Clean Coal Power R&D Co., Ltd.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	176 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	559 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	218 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1999 à l'exercice 2009.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

PP. SUBVENTION DU COÛT DU DÉVELOPPEMENT EN VUE DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DES DÉCHETS

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention du coût du développement en vue de la production d'électricité à partir des déchets.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contribuer à la construction de centrales utilisant les déchets en vue de propager l'utilisation de l'énergie dérivée des déchets.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Producteurs d'électricité dérivée de déchets.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	862 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	512 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	147 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1995 à l'exercice 2004.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**QQ. SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE TECHNIQUES TRÈS EFFICACES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DES DÉCHETS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le développement de techniques très efficaces de production d'énergie à partir des déchets.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre au point un type nouveau d'installations capables d'exploiter efficacement le potentiel énergétique des déchets; projet contribuant au développement de techniques très efficaces de production d'énergie à partir des déchets.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	1 196 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	450 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	321 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1992 à l'exercice 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

RR. SUBVENTION POUR LA MISE AU POINT DES TECHNIQUES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE AU MOYEN DES NOUVEAUX COMBUSTIBLES DÉRIVÉS DES DÉCHETS

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la mise au point des techniques de production d'énergie au moyen des nouveaux combustibles dérivés des déchets.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir les dispositifs de production d'énergie alimentés avec des combustibles dérivés des déchets, en considérant les déchets comme une forme non utilisée d'énergie.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

EPDC (Electric Power Development Co. Ltd.).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	1 299 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	821 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	860 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1995 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**SS. SUBVENTION POUR LA MISE AU POINT DES TECHNIQUES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE AU MOYEN DES NOUVEAUX COMBUSTIBLES DÉRIVÉS DES DÉCHETS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour la mise au point des techniques de production d'énergie au moyen des nouveaux combustibles dérivés des déchets.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir les dispositifs de production d'énergie alimentés avec des combustibles dérivés des déchets, en considérant les déchets comme une forme non utilisée d'énergie.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	112 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	88 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	88 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1994 à l'exercice 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

TT. DÉPENSES CONCERNANT LA RECHERCHE ET LES ESSAIS PRATIQUÉS SUR LES EXPÉDITIONS DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE SUR LES CRITÈRES APPLIQUÉS À L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

**1. Titre du programme de subventions**

Dépenses concernant la recherche et les essais pratiqués sur les expéditions dans le cadre de l'enquête sur les critères appliqués à l'élimination des déchets radioactifs.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Travaux de recherche contractuels sur les critères appliqués à l'élimination des déchets radioactifs.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Centre de financement et de recherche pour la gestion des déchets radioactifs, Institut de recherche et d'innovation, etc.



**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 714 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	4 855 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	5 484 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1983 à l'exercice 2005.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

Cette subvention n'a aucun effet sur le commerce car elle est destinée à l'enquête sur les critères appliqués à l'élimination des déchets radioactifs.

UU. SUBVENTION VISANT À FAVORISER L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE NON UTILISÉE POUR LE CHAUFFAGE ET LA CLIMATISATION URBAINS

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention visant à favoriser l'utilisation de l'énergie non utilisée pour le chauffage et la climatisation urbains.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir le projet concernant l'utilisation de l'énergie non utilisée pour le chauffage et la climatisation urbains.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Entreprises de chauffage, etc.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	0 million de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	47 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	0 million de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1991 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**VV. SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le développement des petites et moyennes centrales hydroélectriques.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager le développement des petites et moyennes centrales hydroélectriques de manière à utiliser efficacement les ressources énergétiques locales, en subventionnant la construction pour en réduire les coûts initiaux de production.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux fournisseurs en gros et aux installateurs de générateurs internes par le biais de l'Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	3 153 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	3 886 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 000 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La subvention a été accordée en avril 1980 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

WW. BONIFICATION D'INTÉRÊTS EN FAVEUR DES PETITES ET MOYENNES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

**1. Titre du programme de subventions**

Bonification d'intérêts en faveur des petites et moyennes centrales hydroélectriques.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Bonification d'intérêts en faveur de la construction de petites et moyennes centrales hydroélectriques par la Fondation pour les énergies nouvelles pendant une période fixée après l'entrée en service de ces centrales.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Fondation pour les énergies nouvelles.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	359 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	646 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	260 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La subvention a été accordée en avril 1985 pour une période indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**XX. PROGRAMME RELATIF À L'ÉNERGIE GÉOTHERMIQUE**

**1. Titre du programme de subventions**

Programme relatif à l'énergie géothermique:

- 1) Subvention pour les levés géothermiques.
- 2) Subvention pour la création d'une centrale géothermique.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Soutenir la construction de centrales géothermiques, les levés géothermiques, etc., en vue de propager l'utilisation de l'énergie géothermique.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Les subventions 1) et 2) sont accordées à l'Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

1)	Exercice 1999 (liquidation des comptes)	3 210 millions de yen
	Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 505 millions de yen
	Exercice 2001 (liquidation des comptes)	2 512 millions de yen
2)	Exercice 1999 (liquidation des comptes)	616 millions de yen
	Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 005 millions de yen
	Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 003 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

- 1) De l'exercice 1980 à l'exercice 2010.
- 2) De l'exercice 1986 à l'exercice 2010.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

YY. CONTRAT DE RECHERCHE EN VUE D'ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION DE CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat de recherche en vue d'encourager le développement et la création de centrales hydroélectriques.

- 1) Contrat de recherche pour la conception de petites et moyennes centrales hydroélectriques types.
- 2) Contrat de recherche fondamentale pour le développement et la création de petites et moyennes centrales hydroélectriques.
- 3) Contrat en matière d'essais de contrôle du stockage souterrain d'énergie électrique.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager le développement de la production d'hydroélectricité, source d'énergie qui permet de remplacer le pétrole.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

- 1) Fondation pour les énergies nouvelles, Association Hydraulic Gate et Penstock.
- 2) Fondation pour les énergies nouvelles.
- 3) Fondation pour les énergies nouvelles.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

1)	Exercice 1999 (liquidation des comptes)	239 millions de yen
	Exercice 2000 (liquidation des comptes)	236 millions de yen
	Exercice 2001 (liquidation des comptes)	195 millions de yen
2)	Exercice 1999 (liquidation des comptes)	669 millions de yen
	Exercice 2000 (liquidation des comptes)	725 millions de yen
	Exercice 2001 (liquidation des comptes)	648 millions de yen
3)	Exercice 1999 (liquidation des comptes)	328 millions de yen
	Exercice 2000 (liquidation des comptes)	967 millions de yen
	Exercice 2001 (liquidation des comptes)	398 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

- 1) De l'exercice 1981 à l'exercice 2001.
- 2) Ce programme a été mis en œuvre en avril 1986 pour une durée indéterminée.
- 3) De l'exercice 1997 à l'exercice 2001.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

ZZ. CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE CONTRÔLE RELATIFS AUX TECHNIQUES DE DÉMANTÈLEMENT DES INSTALLATIONS COMMERCIALES DES CENTRALES NUCLÉAIRES

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat concernant les essais de contrôle relatifs aux techniques de démantèlement des installations commerciales des centrales nucléaires.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre au point les techniques nécessaires au démantèlement en toute sécurité des centrales nucléaires au Japon.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société de génie nucléaire, Institut de l'énergie appliquée.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 629 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 887 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 210 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1981 à l'exercice 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**AAA. CONTRAT RELATIF AU DÉVELOPPEMENT DES ESSAIS DE CONFIRMATION ET AUTRES RELATIFS À LA TECHNOLOGIE DES RÉACTEURS À EAU ORDINAIRE**

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat relatif au développement des essais de confirmation et autres relatifs à la technologie des réacteurs à eau ordinaire.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Développement d'une nouvelle technologie ayant pour objet d'assurer la sécurité des réacteurs à eau ordinaire.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société de génie nucléaire et autres entreprises publiques auxquelles le Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie a confié des responsabilités.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	11 506 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	924 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	760 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1981 à l'exercice 2006.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**BBB. SUBVENTION POUR LE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE D'UN SYSTÈME INTÉGRAL DE CENTRALE MOX-REB DE TYPE AVANCÉ**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour le développement technique d'un système intégral de centrale MOX-REB de type avancé.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager le développement d'une centrale MOX-REB de type avancé, afin de rendre plus aisée l'utilisation du combustible MOX dans les installations à REO et de contribuer à préserver l'équilibre plutonium en fonction du rapport offre-demande.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.



**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

EPDC (Electric Power Development Co. Ltd.).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	935 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 359 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	930 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1996 à l'exercice 2008.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

CCC. CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE DÉMONSTRATION RELATIFS AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DES RÉACTEURS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat concernant les essais de démonstration relatifs aux nouvelles technologies des réacteurs de production d'électricité.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre au point des technologies permettant d'assurer, dans la pratique, la sécurité des réacteurs surgénérateurs au Japon.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Institut central de recherche de l'industrie électrique.  
Société japonaise de l'énergie atomique (à compter de l'exercice 2000).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	276 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	384 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	416 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1987 à l'exercice 2005.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

DDD. CONTRAT EN VUE DE L'AMÉLIORATION DES TECHNOLOGIES QUI SONT À LA BASE DES CODES D'ANALYSE DE LA SÉCURITÉ

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat en vue de l'amélioration des technologies qui sont à la base des codes d'analyse de la sécurité.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Mettre en lumière l'importance de l'étude de la sécurité en vue de la délivrance d'autorisations de mise en place de réacteurs en améliorant les codes d'analyse de la sécurité - ce qui est nécessaire pour vérifier par contre-épreuve les calculs relatifs à l'analyse de la sécurité.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société de génie nucléaire.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	2 423 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	2 057 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 609 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1980 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

EEE. RECHERCHE EN VUE DE PROMOUVOIR L'UTILISATION DU GAZ NATUREL AU NIVEAU RÉGIONAL

**1. Titre du programme de subventions**

Recherche en vue de promouvoir l'utilisation du gaz naturel au niveau régional.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Étudier et mettre au point des technologies et diffuser des informations aux fins de la mise en place d'une infrastructure et de la promotion de l'utilisation du gaz naturel.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Association japonaise du gaz, Centre de promotion du gaz naturel et Organisation pour le développement de nouvelles technologies énergétiques et industrielles (NEDO).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	955 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	1 068 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	1 178 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De 1985 à 2010.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

FFF. CONTRAT DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE EN VUE D'ENCOURAGER L'APPROVISIONNEMENT EN CHARBON À L'ÉTRANGER

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat de recherche et d'étude en vue d'encourager l'approvisionnement en charbon à l'étranger.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Favoriser la stabilité de l'approvisionnement en charbon grâce à l'utilisation des techniques de sécurité mises au point par le Japon et à l'élaboration de techniques de sécurité adaptées à la situation qui prévaut dans chaque pays producteur de charbon, ainsi que de mesures destinées à prévenir les accidents graves dans les mines de charbon.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Centre de promotion du charbon, propriétaires de mines de charbon.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	740 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	659 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	581 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De 1996 à 2006.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

(en milliers de tonnes)

<b>Charbon</b>	<b>Exercice 1998</b>	<b>Exercice 1999</b>	<b>Exercice 2000</b>
Production	3 698	3 690	2 974
Importations	126 584	135 719	149 441
Consommation	126 508	135 998	149 330
Exportations	0	0	0

**GGG. SUBVENTION POUR LES PRÊTS AU FONDS DE PRÉVENTION DE LA POLLUTION**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention pour les prêts au Fonds de prévention de la pollution.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Lutter de façon cohérente et efficace contre la pollution causée par les mines métallifères.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur l'Office japonais des mines de métaux.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée sous forme de prêts aux titulaires de droits d'extraction, par l'intermédiaire de l'Office japonais des mines de métaux.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	49 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	40 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	34 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 1973 pour une durée indéterminée.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**HHH. CONTRAT CONCERNANT LES ESSAIS DE CONTRÔLE RELATIFS AU STOCKAGE DES COMBUSTIBLES IRRADIÉS**

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat concernant les essais de contrôle relatifs au stockage des combustibles irradiés.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contrôler la sécurité des technologies relatives au stockage des combustibles irradiés, afin d'encourager le stockage provisoire de ces combustibles.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Société de génie nucléaire et Institut central de recherche de l'industrie électrique.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1999 (liquidation des comptes)	731 millions de yen
Exercice 2000 (liquidation des comptes)	882 millions de yen
Exercice 2001 (liquidation des comptes)	766 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 1999 à l'exercice 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

**III. CONTRAT ATTRIBUÉ POUR L'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ DES STRUCTURES PRINCIPALES**

**1. Titre du programme de subventions**

Contrat attribué pour l'évaluation de la sécurité des structures principales (évaluation de l'intégrité d'éléments défectueux présentant une discontinuité structurelle).

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2002-mars 2003.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Évaluer l'intégrité des centrales pendant leur fonctionnement en procédant à des essais de vérification sur modèles à l'aide d'une méthode d'estimation de la propagation des fractures fondée sur la mécanique de la rupture et d'une méthode d'évaluation de la contrainte résiduelle dans la discontinuité structurelle.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Attribution de contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Japan Power Engineering and Inspection Corporation (Société japonaise d'inspection des centrales et de génie électrique).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2001

100 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Ce programme a été mis en œuvre en avril 2001 et prendra fin en 2006.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.

JJJ. ÉTUDE CONCERNANT LA MÉTHODE OPTIMALE POUR RÉPARER LES EFFETS DES CENTRALES HYDROÉLECTRIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT

**1. Titre du programme de subventions**

Étude concernant la méthode optimale pour réparer les effets des centrales hydroélectriques sur l'environnement.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Protéger l'environnement fluvial en réalisant une étude sur la méthode optimale pour réparer les effets des centrales hydroélectriques sur l'environnement.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aide budgétaire.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Contrat.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Japan Electric Power Civil Engineering Association (Association japonaise de génie électrique civil).

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 2001 (liquidation des comptes)

38 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

De l'exercice 2001 à l'exercice 2005.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce**

n.d.



## **II. FINANCEMENT**

### **A. MESURES FISCALES VISANT À RENFORCER LA GESTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

#### **1. Titre du programme de subventions**

Mesures fiscales visant à renforcer la gestion des petites et moyennes entreprises.

#### **2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

#### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

- 1) Améliorer la gestion des entreprises de transformation des produits agricoles.
- 2) Favoriser l'adaptation à la restructuration des entreprises et soutenir la création de nouvelles entreprises.

#### **4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

#### **5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

#### **6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Crédit ou report d'impôt.

#### **7. À qui et comment la subvention est accordée**

- 1) Petites et moyennes entreprises exerçant des activités de transformation des produits agricoles.
- 2) Petites et moyennes entreprises exerçant dans les branches d'activité spécifiques qui subissent l'influence des modifications remarquables de l'environnement économique.

#### **8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Choix d'un amortissement spécial de 30 pour cent du coût d'acquisition du matériel ou d'un crédit d'impôt équivalant à 7 pour cent de ce coût. En cas de location, le crédit d'impôt autorisé est de 60 pour cent du coût de la location.

#### **9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 2003.

# **10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>2</sup>**

## 1) Production des principaux secteurs:

(en milliers de tonnes)

	Exercice 1999	Exercice 2000	Exercice 2001
Fromage	126	125	121
Orge polie	149	161	-
Farine de froment	4 948	4 927	-

## 2) Non disponible.

## **B. CRÉDIT D'IMPÔT DANS LES CAS D'AUGMENTATION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS**

### **1. Titre du programme de subventions**

Crédit d'impôt dans les cas d'augmentation des importations de produits.

### **2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir les importations de produits.

### **4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

### **5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

### **6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Crédit d'impôt.

### **7. À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale exerçant essentiellement des activités de transformation au Japon.

---

<sup>2</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Dans les cas où l'augmentation des importations de produits est supérieure à 5 pour cent, un crédit d'impôt de 4 pour cent est autorisé.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1990 au 31 mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>3</sup>**

Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce

Importations de produits manufacturés:

Exercice 1999	22 382 milliards de yen
Exercice 2000	26 132 milliards de yen
Exercice 2001	26 055 milliards de yen

**C. DÉDUCTION SPÉCIALE POUR FRAIS DE PROSPECTION DE GISEMENTS MINÉRAUX DANS LE PAYS OU À L'ÉTRANGER**

**1. Titre du programme de subventions**

Déduction spéciale pour frais de prospection de gisements minéraux dans le pays ou à l'étranger.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Assurer la continuité de l'activité des industries extractives.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

---

<sup>3</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Déduction du revenu imposable.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Toute personne physique ou morale exerçant une activité minière.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Le plus faible des trois montants ci-après peut être déduit du revenu imposable:

- 1) le montant des coûts de prospection, y compris les frais d'amortissement des machines et du matériel utilisés pour la prospection;
- 2) le montant rajouté au revenu imposable au titre de la réserve pour coût de prospection;
- 3) le montant des revenus de la société pour l'exercice financier.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1965 au 31 mars 2004.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>4</sup>**

Volume de la production nationale de minerais:

(en milliers de tonnes)

	Exercice 1999	Exercice 2000	Exercice 2001
Cuivre	1,0 (0,1%)	1,2 (0,1%)	0,7 (0,1%)
Plomb	6,1 (4,9%)	8,8 (6,3%)	5,0 (4,0%)
Zinc	64,3 (11,1%)	63,6 (10,7%)	44,5 (7,2 %)

**D. AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR CERTAINES MACHINES UTILISÉES DANS DES INDUSTRIES DE POINTE INSTALLÉES DANS CERTAINES ZONES DE REGROUPEMENT D'INDUSTRIES DE POINTE**

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement spécial pour certaines machines utilisées dans des industries de pointe installées dans certaines zones de regroupement d'industries de pointe.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

---

<sup>4</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Encourager le développement industriel dans certaines zones, en privilégiant les industries de pointe.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux sociétés exerçant des activités dans les secteurs de pointe remplissant les conditions requises.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Un amortissement initial spécial de 8 ou 15 pour cent du coût d'acquisition est accordé pour les machines utilisées dans les industries de pointe.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1999 au 31 mars 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>5</sup>**

Montant des expéditions:

Exercice 1997	34 762,9 milliards de yen
Exercice 1998	33 053,5 milliards de yen
Exercice 1999	31 970,2 milliards de yen

E. AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES MACHINES (CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES VISANT À RELANCER LES ENTREPRISES)

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement spécial pour les machines (conformément à la Loi sur les mesures spéciales visant à relancer les entreprises).

---

<sup>5</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Favoriser l'adaptation à la restructuration des entreprises et soutenir l'innovation dans les entreprises en réponse aux mutations, structurelles et autres, de l'environnement économique national et international.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale qui, en réponse aux mutations de l'environnement économique national et international, présente des plans d'entreprise de restructuration pour approbation par le ministre compétent.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Un amortissement spécial de 18 ou 24 pour cent du coût d'acquisition est accordé pour certaines machines.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> octobre 1999 au 31 mars 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>6</sup>**

Production des principaux secteurs:

(en millions de yen)

	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>
Charbon	43 577	42 671	31 170
Coton filé	77 806	67 374	50 019
Laine filée	78 802	63 852	65 734
Résine de chlorure de vinyle	261 576	260 760	260 184
Ciment	546 288	484 433	483 562
Tracteurs pour la construction	86 135	72 842	63 466

F. AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES INSTALLATIONS (CONFORMÉMENT À LA LOI SUR LES MESURES TEMPORAIRES VISANT À AMÉLIORER LES MÉTHODES DE CONTRÔLE DU PROCESSUS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE)

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement spécial pour les installations (conformément à la Loi sur les mesures temporaires visant à améliorer les méthodes de contrôle du processus de production alimentaire).

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Contribuer à améliorer les méthodes de contrôle du processus de production alimentaire.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

---

<sup>6</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux entreprises de production alimentaire dont les plans visant à améliorer les méthodes de contrôle de la production alimentaire sont approuvés par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Un amortissement initial spécial de 7 ou 14 pour cent du coût d'acquisition est accordé pour améliorer les méthodes de contrôle de l'industrie alimentaire.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 31 mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets des subventions sur le commerce<sup>7</sup>**

Production des principaux secteurs:

(en milliers de tonnes)

	1998	1999	2000
Viandes transformées	527	522	520
Aliments emballés	5 438	5 345	5 129
Lait et produits laitiers	5 984 kilolitres	5 916 kilolitres	5 967 kilolitres

**G. AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES BATEAUX DE PÊCHE (LIÉ AU PLAN D'AMÉLIORATION DES STRUCTURES DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE PÊCHE DANS LE CADRE DE LA LOI EXCEPTIONNELLE SUR LA RECONSTRUCTION DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE)**

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement supplémentaire pour les bateaux de pêche (lié au plan d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche dans le cadre de la Loi exceptionnelle sur la reconstruction de l'industrie de la pêche).

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Améliorer les structures de l'industrie de la pêche.

---

<sup>7</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.



**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises qui remplissent les deux conditions suivantes:

- 1) être membres des coopératives de pêche dont les plans d'amélioration des structures des petites et moyennes entreprises de pêche sont approuvés par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche;
- 2) exercer certaines activités dans le domaine de la pêche.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Un amortissement supplémentaire de 16 pour cent est accordé pour les bateaux de pêche pendant cinq ans.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan d'amélioration des structures des entreprises de pêche a été approuvé.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>8</sup>**

n.d.

**H. AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MACHINES DE SOCIÉTÉS PRÉVU DANS LES PLANS DE RENFORCEMENT DE LA GESTION**

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement supplémentaire pour les machines de sociétés prévu dans les plans de renforcement de la gestion.

---

<sup>8</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Renforcer la gestion des petites et moyennes entreprises exerçant dans des branches d'activités spécifiques.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux petites et moyennes entreprises exerçant dans des branches d'activités spécifiques, qui sont membres de l'association chargée du renforcement de la gestion.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Un amortissement supplémentaire de 27 pour cent est accordé pour certains bâtiments et certaines machines pendant cinq ans.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan visant à renforcer la gestion a été approuvé.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>9</sup>**

Dans le cadre la Loi visant à soutenir l'innovation dans les petites et moyennes entreprises:

Ventes ou transaction:

(en millions de yen)

	1998	1999	2000
Industrie manufacturière			
Centrales électriques	434 859	410 794	444 701
Saké japonais	794 751	759 124	-
Construction navale, à l'exclusion des constructions de navires de plus de 10 000 tonnes			
Fabricants de machines pour navire	1 211 803	1 035 307	-

**I. AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LES MACHINES DE SOCIÉTÉS PRÉVU DANS LES PLANS DE RENFORCEMENT DE LA GESTION DE L'AGRICULTURE**

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement supplémentaire pour les machines de sociétés prévu dans les plans de renforcement de la gestion de l'agriculture.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Renforcer la gestion des forêts et accroître le nombre de travailleurs forestiers.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

<sup>9</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

- 1) La subvention est accordée aux personnes physiques ou morales qui travaillent à grande échelle dans le secteur des forêts et dont les plans d'amélioration de la gestion des forêts sont approuvés par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche.
- 2) La subvention est accordée aux personnes physiques et morales qui produisent des matériaux et dont les plans concrets d'amélioration de la gestion des forêts sont approuvés par le Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

- 1) Un amortissement supplémentaire de 12 pour cent est accordé pour les machines forestières pendant cinq ans.
- 2) Un amortissement supplémentaire de 14 pour cent est accordé pour les machines forestières pendant cinq ans.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Cinq ans à compter de la date à laquelle le plan visant à renforcer la gestion a été approuvé.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>10</sup>**

- 1) Non disponible.
- 2) Production:

(en milliers de yen)

	1999	2000	2001
Production	19 316	18 737	17 987

**J. AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES CAGES D'ASCENSEURS ET ASCENSEURS SPÉCIFIQUES DESTINÉS À L'INDUSTRIE MINIÈRE****1. Titre du programme de subventions**

Amortissement spécial pour les cages d'ascenseurs et ascenseurs destinés à l'industrie minière

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Maintenir la production.

<sup>10</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
 ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale exerçant une activité minière.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Amortissement spécial de tous les coûts d'acquisition des cages d'ascenseurs et ascenseurs spécifiques afin de maintenir la production.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1957 au 31 mars 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>11</sup>**

Volume de la production nationale de minerais:

(en milliers de tonnes)

	1999	2000	2001
Cuivre	1,0 (0,1%)	1,2 (0,1%)	0,7 (0,1%)
Plomb	6,1 (4,9%)	8,8 (6,3%)	5,0 (4,0%)
Zinc	64,3 (11,1%)	63,6 (10,7%)	44,5 (7,2%)

Note: Les pourcentages correspondent au rapport suivant: production intérieure/(production intérieure + importations).

**K. AMORTISSEMENT SPÉCIAL POUR LES PAIEMENTS EFFECTUÉS À DES ASSOCIATIONS PARTICULIÈRES**

**1. Titre du programme de subventions**

Amortissement spécial pour les paiements effectués à des associations particulières.

<sup>11</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Membre de certaines associations.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Amortissement spécial de tous les montants versés par le membre de l'association au titre des coûts d'acquisition des avoirs de l'association utilisés pour la recherche et le développement.

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Jusqu'au 31 mars 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>12</sup>**

Dans le cadre de la Loi visant à soutenir l'innovation dans les petites et moyennes entreprises.

---

<sup>12</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

Ventes ou transactions:

(en millions de yen)

	1998	1999	2000
Industrie manufacturière			
Centrales électriques	434 859	410 794	444 701
Saké japonais	794 751	759 124	-
Construction navale, à l'exception des constructions de navires de plus de 10 000 tonnes Fabricants de machines pour navires	1 211 803	1 035 307	-

L. RÉSERVE POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION MINÉRALE DUE À L'EXTRACTION DES MINÉRAIS MÉTALLIQUES

**1. Titre du programme de subventions**

Réserve pour la prévention de la pollution minérale due à l'extraction des minerais métalliques.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Prévention de la pollution minérale liée à l'extraction des minerais métalliques.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale exerçant une activité minière.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Déduction des montants versés à l'Office japonais des mines de métaux à titre de réserve pour prévention de la pollution minérale. (Une fois les dépenses de prévention de la pollution minérale effectuées, la réserve correspondant à ce coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1974 au 31 mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>13</sup>**

Volume de la production nationale de minerais:

(en milliers de tonnes)

	1999	2000	2001
Cuivre	1,0 (0,1%)	1,2 (0,1%)	0,7 (0,1%)
Plomb	6,1 (4,9%)	8,8 (6,3%)	5,0 (4,0%)
Zinc	64,3 (11,1%)	63,6 (10,7%)	44,5 (7,2%)

Note: Les pourcentages correspondent au rapport suivant: production intérieure/(production intérieure + importations).

**M. RÉSERVE POUR LA PRÉVENTION DE CERTAINES CATASTROPHES**

**1. Titre du programme de subventions**

Réserve pour la prévention de certaines catastrophes.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Prévenir les catastrophes dans l'exploitation des carrières.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

---

<sup>13</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.



**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale exerçant une activité d'extraction en carrière ou compagnie charbonnière exploitant une mine à ciel ouvert.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Déduction des montants crédités à titre de réserve pour les dépenses de prévention des catastrophes minières. (Une fois les dépenses effectuées, la réserve correspondant au coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1991 au 31 mars 2003.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>14</sup>**

Production de pierre à chaux:

(en milliers de tonnes)

	Exercice 1998	Exercice 1999	Exercice 2000
Production	183 302	180 933	184 750
Importations	86	0	0
Exportations	3 334	3 080	3 050

**N. RÉSERVE POUR RÉPARATIONS SPÉCIALES**

**1. Titre du programme de subventions**

Réserve pour réparations spéciales.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

<sup>14</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Compenser les coûts annuels des réparations.

**4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

Entreprises possédant des navires ou de hauts-fourneaux etc.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Déduction des montants crédités à titre de réserve correspondant au coût estimatif des réparations spéciales. (Une fois les dépenses effectuées, la réserve correspondant à ce coût est comptabilisée dans le bénéfice.)

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Pas de délai.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>15</sup>**

Volume des ventes et des exportations des producteurs de hauts-fourneaux:

(en millions de yen)

	Exercice 1997	Exercice 1998	Exercice 1999
Ventes	6 419 987	5 652 579	5 314 856
Exportations	1 646 699	1 514 008	1 350 668

---

<sup>15</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

O. RÉSERVE POUR LA PROSPECTION DE NOUVEAUX GISEMENTS DE MINÉRAIS AU JAPON ET À L'ÉTRANGER

1. **Titre du programme de subventions**

Réserve pour la prospection de nouveaux gisements de minerais au Japon et à l'étranger.

2. **Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

3. **Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir l'exploitation des ressources minérales.

4. **Fondement et législation**

Ministère des finances.

5. **Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative aux mesures fiscales spéciales.

6. **Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Report d'impôt.

7. **À qui et comment la subvention est accordée**

Personne physique ou morale exerçant une activité minière.

8. **Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Déduction des montants crédités à titre de réserve correspondant à 12 pour cent du montant des ventes de minerais. (Trois ans après que le transfert ait été crédité à titre de réserves, le montant en est comptabilisé dans le bénéfice.)

9. **Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Du 1<sup>er</sup> avril 1965 au 31 mars 2004.

# **10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>16</sup>**

Volume de la production nationale de minerais:

	(en milliers de tonnes)		
	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>
Cuivre	1,0 (0,1%)	1,2 (0,1%)	0,7 (0,1%)
Plomb	6,1 (4,9%)	8,8 (6,3%)	5,0 (4,0%)
Zinc	64,3 (11,1%)	63,6 (10,7%)	44,5 (7,2%)

Note: Les pourcentages correspondent au rapport suivant: production intérieure/(production intérieure + importations).

## **P. MESURES FINANCIÈRES EN FAVEUR DES PRODUCTEURS DE SHOCHU B**

### **1. Titre du programme de subventions**

Mesures financières en faveur des producteurs de shochu B.

### **2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Réformer la structure de l'industrie du shochu B et contribuer à la modernisation de ses installations pour la protection de l'environnement.

### **4. Fondement et législation**

Ministère des finances.

### **5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur les mesures spéciales concernant la stabilité de l'industrie du brassage du saké et des industries connexes.

### **6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Prêt sans intérêt au Fonds pour l'industrie du shochu B, et dons.

### **7. À qui et comment la subvention est accordée**

Association des brasseurs japonais.

---

<sup>16</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

- Bénéfice d'exploitation du Fonds 1,17 milliard de yen
- Dons prélevés sur le budget de l'État 0,22 milliard de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée du crédit accordé sans intérêt est limitée à dix ans.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>17</sup>**

Quantité de shochu B expédiée:

Année	1999	2000	2001
Commerce intérieur	340 435	358 048	361 474
Importations	121	73	139
Total	340 556	358 121	361 613

**Q. AIDES EN FAVEUR DE LA RATIONALISATION ET DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT D'ACTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE SALINIÈRE**

**1. Titre du programme de subventions**

Aides en faveur de la rationalisation et de la cessation ou du changement d'activité dans l'industrie salinière.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Soutenir la rationalisation et la cessation ou le changement d'activité des producteurs de sel et des grossistes, afin d'encourager l'ajustement structurel de l'industrie salinière nationale.

**4. Fondement et législation**

Centre industriel japonais du sel.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur le commerce du sel.

---

<sup>17</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:  
i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention est accordée aux producteurs de sel et aux grossistes qui ont rationalisé et/ou cessé ou modifié leurs activités.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

Exercice 1996	458 millions de yen
Exercice 1997	902 millions de yen
Exercice 1998	671 millions de yen
Exercice 1999	929 millions de yen
Exercice 2000	2 754 millions de yen
Exercice 2001	18 024 millions de yen

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

D'octobre 1996 à mars 2002.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>18</sup>**

(en milliers de tonnes)

Exercice	Production	Importations	Exportations	Demande intérieure
1996	1 344	7 983	0	9 156
1997	1 329	8 292	0	9 479
1998	1 293	7 550	0	9 090
1999	1 327	8 097	0	9 483
2000	1 374	8 157	0	9 531
2001	1 358	7 441	0	8 799

**III. AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE**

**A. MESURES CONCERNANT LE RIZ, LE BLÉ ET L'ORGE**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant le riz, le blé et l'orge.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

<sup>18</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;  
ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.

### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'assurer la stabilisation de l'offre et de la demande ainsi que des prix des denrées alimentaires de base (riz, blé et orge), afin de stabiliser la vie et l'économie nationales.

### 4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

### 5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation de l'offre et de la demande et des prix des denrées alimentaires de base.

### 6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Parallèlement à l'adoption de la Loi de stabilisation de l'offre, de la demande et des prix des denrées alimentaires de base (Loi sur les denrées alimentaires de base), en 1996, le programme de stabilisation des revenus tirés du riz est entré en vigueur en 1998 afin d'atténuer les incidences négatives de la chute des prix du riz librement commercialisé pour les producteurs de riz.

En ce qui concerne le blé et l'orge, le Fonds de stabilisation des revenus tirés de la culture du blé et de l'orge a été mis en place en 2000 afin de stabiliser la gestion des producteurs.

Pour ce qui est de l'orge destinée à l'alimentation du bétail, l'État accorde des paiements compensatoires aux producteurs. Une certaine partie du revenu des producteurs est assurée par les associations de producteurs, de façon à encourager la production et à garantir une distribution efficace de l'orge destinée à l'alimentation du bétail.

### 7. Montant de la subvention

178 milliards de yen.

### 8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

### 9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Riz	1998	8 960	9 908	749	876
	1999	9 175	9 905	806	141
	2000	9 490	9 988	879	462
Blé	1998	570	6 224	5 674	0
	1999	583	6 282	5 613	0
	2000	688	6 311	5 688	0
Orge	1998	144	2 694	2 548	0
	1999	205	2 768	2 475	0
	2000	214	2 627	2 439	0

**B. MESURES CONCERNANT LES FÈVES DE SOJA ET LES GRAINES DE COLZA**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant les fèves de soja et les graines de colza.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet de maintenir le niveau de la production de fèves de soja et de graines de colza et de stabiliser les revenus des agriculteurs.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur les mesures temporaires de subventionnement de la production de fèves de soja et de graines de colza.

Loi sur les mesures temporaires de subventionnement de la production de fèves de soja.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Lorsque le prix de vente standard est inférieur au prix de référence, l'État accorde une subvention aux producteurs de fèves de soja, jusqu'à la récolte de 1999 et aux producteurs de graines de colza jusqu'à la récolte de 2000, par l'intermédiaire des associations de producteurs conformément à la Loi sur les mesures temporaires de subventionnement de la production de fèves de soja et de graines de colza. Les producteurs reçoivent la différence entre le prix de vente standard et le prix de référence.

L'État verse un montant fixe aux producteurs de fèves de soja depuis la récolte 2000 conformément à la Loi modifiée sur les mesures temporaires de subventionnement de la production de fèves de soja et de graines de colza, au lieu de paiements compensatoires. Le programme de stabilisation des revenus tirés de la culture des fèves de soja a été mis en place afin d'atténuer les incidences négatives de la chute des prix des fèves de soja sur le marché pour les producteurs de fèves de soja.

**7. Montant de la subvention**

15 556 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.



## 9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Fèves de soja	1998	158	4 767	4 751	0
	1999	187	4 873	4 884	0
	2000	235	4 831	4 829	0
Graines de colza	1998	1	2 085	2 078	0
	1999	1	2 174	2 200	0
	2000	1	2 195	2 193	0

### C. MESURES CONCERNANT LE SUCRE

#### 1. Titre du programme de subventions

Mesures concernant le sucre.

#### 2. Période sur laquelle porte la notification

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

#### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de préserver les revenus des agriculteurs qui produisent des ressources sucrières et de contribuer à la stabilisation du niveau de vie dans le pays grâce à la stabilisation ou à l'ajustement des prix du sucre.

#### 4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Office de l'agriculture et de l'élevage (ALIC).

#### 5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Loi sur la stabilisation des prix du sucre (abrogée en septembre 2000).  
Loi sur l'ajustement des prix du sucre (entrée en vigueur en octobre 2000).  
Loi instituant l'Office de l'agriculture et de l'élevage.

#### 6. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention

L'Office de l'agriculture et de l'élevage est chargé de la vente et de l'achat du sucre fabriqué à partir de la betterave à sucre et de la canne à sucre produites dans des régions déterminées. L'État accorde aux producteurs de sucre des paiements compensatoires qui correspondent à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat du produit.

Parallèlement à l'entrée en vigueur en octobre 2000 de la Loi sur l'ajustement des prix du sucre, le programme d'achat et de vente mis en place par l'ALIC a été supprimé. L'État verse un montant aux producteurs de sucre, par l'intermédiaire de l'Office, sur la base des demandes de sucre obtenu à partir de la betterave à sucre et de la canne à sucre produites dans des régions déterminées.

**7. Montant de la subvention**

12 912 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Sucre	1998	870	2 427	1 604	8
	1999	913	2 541	1 563	5
	2000	842	2 413	1 605	3

**D. MESURES CONCERNANT LE LAIT ET LES PRODUITS LAITIERS**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant le lait et les produits laitiers.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le programme a pour objet de favoriser le développement rationnel de l'élevage laitier et des industries connexes et de contribuer à l'amélioration des habitudes alimentaires de la population grâce à la stabilisation des prix du lait et des produits laitiers.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la stabilisation des prix des produits de l'élevage.

Loi sur les mesures temporaires de compensation en faveur des producteurs de lait destiné à la transformation.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Afin de maintenir le niveau de la production de lait destiné à la transformation, qui se vend à des prix inférieurs au lait de consommation, l'État accorde une subvention à la production de lait destiné à la transformation, selon laquelle les producteurs reçoivent une prime correspondant à la différence entre le prix garanti (prix à la production qui garantit la continuité de la production de lait) et le prix standard des transactions (prix payé aux entreprises de transformation).

Afin d'encourager l'offre de lait destiné à la fabrication de fromage, l'État accorde aux producteurs une prime d'un montant déterminé. Il fait de même pour les producteurs de lait destiné à la fabrication de crème, lait concentré, et lait concentré écrémé, pour stimuler la demande et la production de produits frais à base de lait liquide, qui ont peu de chances d'entrer en concurrence avec des produits importés.

**7. Montant de la subvention**

34 543 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie car la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Lait frais	1998	8 549	8 549	0	0
	1999	8 513	8 513	0	0
	2000	8 417	8 417	0	0
Beurre et beurre fondu liquide	1998	88	83	1	0
	1999	90	84	0	0
	2000	80	83	0	0
Poudre de lait écrémé	1998	198	225	22	0
	1999	197	230	21	0
	2000	185	193	21	0
Lait écrémé concentré sucré	1998	8	9	0	0
	1999	6	6	0	0
	2000	5	6	0	0
Lait concentré sucré	1998	36	40	1	0
	1999	36	36	1	0
	2000	34	33	1	0
Fromage	1998	35	218	183	0
	1999	37	227	190	0
	2000	34	243	209	0

**E. MESURES CONCERNANT LES VIANDES BOVINE ET PORCINE**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant les viandes bovine et porcine.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le programme a pour objet d'assurer la stabilité de l'approvisionnement en viandes bovine et porcine et de la gestion des élevages de bovins et de porcins.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Office de l'agriculture et de l'élevage.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la stabilisation des prix des produits de l'élevage.  
Loi sur les mesures spéciales de stabilisation de la production de viandes de bœuf et de veau.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

L'Office de l'agriculture et de l'élevage est chargé de veiller à la stabilisation des prix de la viande bovine et de la viande porcine:

- lorsque les prix de gros tombent en deçà du prix standard de stabilisation, l'Office s'efforce de stabiliser les prix des viandes bovine et porcine en retirant du marché certaines quantités de viande bovine et porcine de production nationale;
- si les prix de gros montent au-dessus du prix plafond de stabilisation, l'Office s'efforce de stabiliser les prix des viandes bovine et porcine en augmentant les ventes de viandes bovine et porcine de production nationale.

Lorsque le prix du veau est inférieur au prix de référence garanti, l'État accorde aux producteurs un paiement compensatoire par tête de bétail afin de stabiliser la production de veau.

L'État accorde aux éleveurs de bovins une subvention par tête de bétail afin d'éviter que leurs revenus se dégradent et que la production nationale de viande bovine stagne.

**7. Montant de la subvention**

67 071 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

## 9. Données statistiques

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Viande bovine	1998	371	1 051	682	0
	1999	381	1 055	683	1
	2000	364	1 087	738	0
Viande porcine	1998	904	1 481	546	0
	1999	893	1 512	653	0
	2000	864	1 515	651	0

Note: Les montants sont calculés sur la base des découpes.

### F. MESURES CONCERNANT LES ŒUFS

#### 1. Titre du programme de subventions

Mesures concernant les œufs.

#### 2. Période couverte par la notification

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

#### 3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet de favoriser une gestion rationnelle des élevages de volailles grâce à la planification de la production et à la stabilisation du prix des œufs.

#### 4. Fondement et législation

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Fonds de stabilisation du prix des œufs.

#### 5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée

Néant (aide budgétaire).

#### 6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée

Les réserves du Fonds de stabilisation des prix des œufs qui servent au versement de compensations proviennent:

- 1) des versements des producteurs et des associations de producteurs qui passent des contrats de compensation avec le Fonds; et
- 2) d'une subvention des pouvoirs publics.

Quand le prix de transaction moyen tombe en deçà du prix standard, le Fonds accorde aux producteurs un paiement compensatoire qui équivaut à 90 pour cent de la différence entre les deux prix.

**7. Montant de la subvention**

1 502 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Œufs	1998	2 536	2 640	104	0
	1999	2 539	2 659	119	0
	2000	2 535	2 656	121	0

Note: Le montant des importations et des exportations est calculé sur la base des œufs en coquille.

**G. MESURES CONCERNANT LES LÉGUMES**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant les légumes.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le programme a pour objet de favoriser un développement rationnel de la culture de légumes et de stabiliser les prix à la consommation grâce à la stabilisation de la production des principaux légumes.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Fonds de stabilisation de l'offre de légumes.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la stabilisation de la production et la commercialisation des légumes.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Le Fonds de stabilisation de l'offre de légumes est alimenté moyennant une contribution des associations de commercialisation agréées et une subvention de l'État. Lorsque les cours tombent en deçà des prix de référence garantis, le Fonds accorde un paiement compensatoire aux producteurs par l'intermédiaire des associations de commercialisation agréées. En cas de hausse brusque des prix des légumes, l'État accorde un soutien au Fonds pour l'achat et la constitution de stocks des principaux légumes.

**7. Montant de la subvention**

9 016 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Légumes	1998	13 652	16 291	2 642	3
	1999	13 861	16 779	2 921	3
	2000	13 722	16 722	3 002	2

**H. MESURES CONCERNANT LES FRUITS**

**1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant les fruits.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Le programme a pour objet de favoriser la stabilité de la fructiculture en stabilisant le marché des fruits destinés à la transformation, ainsi que la gestion des exploitations spécialisées dans la fructiculture.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Office japonais des fruits.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur les mesures spéciales en vue de la promotion de la fructiculture.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

L'État accorde des primes pour un certain montant aux fructiculteurs qui vendent des fruits destinés à la transformation ou replantent des variétés supérieures. Les paiements sont effectués par l'intermédiaire de l'Office japonais des fruits.

**7. Montant de la subvention**

295 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec la subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en milliers de tonnes)

Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Fruits	1998	3 957	8 092	4 112	13
	1999	4 289	8 744	4 626	59
	2000	3 847	8 691	4 843	68

Note: Les montants comprennent les chiffres concernant les fruits destinés à la transformation, calculés sur la base des fruits frais.

**I. MESURES CONCERNANT LES COCONS****1. Titre du programme de subventions**

Mesures concernant les cocons.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet de contribuer à la stabilité de la gestion des exploitations séricicoles et des filatures en accordant un versement substantiel et une prime additionnelle en fonction de la qualité des cocons. Il vise également à faciliter la production de cocons de qualité supérieure de manière à garantir le revenu des sériciculteurs.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Office de l'agriculture et de l'élevage.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi instituant l'Office de l'agriculture et de l'élevage.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

L'Office de l'agriculture et de l'élevage accorde des subventions incitatives à ZEN-NOH (Fédération nationale des associations de coopératives agricoles), etc. en vue de faciliter la distribution des cocons.

**7. Montant de la subvention**

1 635 millions de yen.



**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

(en tonnes)					
Produit	Exercice	Production	Consommation	Importations	Exportations
Cocons	1998	792	2 173	892	10
	1999	598	1 385	674	7
	2000	498	1 154	364	82

Note: Les quantités sont converties en quantités de cocons séchés.

**J. SUBVENTION DE LA CAISSE DE RETRAITE DES AGRICULTEURS**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention de la Caisse de retraite des agriculteurs.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme finance en partie les dépenses de retraite des agriculteurs qui ont cessé leur activité agricole de manière totale et permanente.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.  
Ministère de la santé, du travail et de la prévoyance sociale.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la Caisse de retraite des agriculteurs.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Une indemnité de retraite est accordée aux agriculteurs qui ont cotisé et cessent leur activité agricole de manière totale et permanente.

**7. Montant de la subvention**

88 304 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**K. BONIFICATION D'INTÉRÊTS DU FONDS DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE**

**1. Titre du programme de subventions**

Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation de l'agriculture.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet d'aider à introduire des techniques de gestion agricole de pointe en vue d'améliorer les structures agricoles.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur le Fonds de modernisation de l'agriculture.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Pour aider les agriculteurs à investir dans l'introduction de techniques de gestion agricole plus poussées, les administrations des préfectures subventionnent les taux d'intérêt des organismes de financement, y compris des coopératives agricoles, l'État finançant une partie des dépenses effectuées à ce titre par les administrations des préfectures.

**7. Montant de la subvention**

20 194 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

L. SUBVENTION EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE, DES FORÊTS ET DE LA PÊCHE

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention en faveur de la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet de contribuer à l'amélioration des structures agricoles.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi sur la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Cette subvention est accordée à la Société de financement de l'agriculture, des forêts et de la pêche, qui accorde aux agriculteurs des prêts à long terme à un taux préférentiel en vue d'améliorer les structures agricoles, y compris amélioration foncière, acquisition de terres agricoles et mécanisation.

**7. Montant de la subvention**

23 568 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

M. BONIFICATION D'INTÉRÊTS DU FONDS DE MODERNISATION DES PÊCHERIES

**1. Titre du programme de subventions**

Bonification d'intérêts du Fonds de modernisation des pêcheries.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet de contribuer à l'introduction de techniques de gestion des pêcheries plus poussées pour l'ajustement structurel des petites et moyennes entreprises de pêche.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative au Fonds de modernisation des pêcheries.

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Afin de contribuer à l'introduction de techniques de gestion des pêcheries plus poussées pour l'ajustement structurel des petites et moyennes entreprises de pêche, les administrations des préfectures subventionnent les taux d'intérêt des organismes de financement, y compris des coopératives de pêche, l'État finançant une partie des dépenses effectuées à ce titre par les administrations des préfectures.

**7. Montant de la subvention**

1 655 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**N. SUBVENTION EN FAVEUR DU FONDS SPÉCIAL POUR LES PÊCHERIES**

**1. Titre du programme de subventions**

Subvention en faveur du Fonds spécial pour les pêcheries.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet d'aider à administrer le système d'indemnisation des pêcheries en cas de catastrophes naturelles.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aucune (aide budgétaire).

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Ce programme finance une partie des dépenses du Fonds spécial pour l'agriculture, les forêts et les pêcheries dans le cadre de ses activités en faveur des associations d'assistance mutuelle aux pêcheries.

**7. Montant de la subvention**

7 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**O. FONDS POUR LES PROJETS MIS EN ŒUVRE PAR LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX POUR PROMOUVOIR DES PÊCHERIES DURABLES**

**1. Titre du programme de subventions**

Fonds pour les projets mis en œuvre par les gouvernements régionaux pour promouvoir des pêcheries durables.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2001 (avril 2001-mars 2002).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Cette subvention a pour objet d'exécuter de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et d'assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aucune (aide budgétaire).

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Le gouvernement finance de vastes programmes mis en œuvre par les préfectures. Les subventions consacrées à la gestion durable des ressources halieutiques, la promotion de l'amélioration des stocks et l'aquaculture, la restructuration des pêcheries, la protection de l'environnement côtier et le recrutement de pêcheurs visent à assurer la stabilité des approvisionnements. Celles qui sont allouées à la distribution, à la transformation et à la consommation des produits halieutiques ont pour objectif la sécurité et l'efficacité du ravitaillement.

**7. Montant de la subvention**

3 885 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention est décidée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**P. FONDS POUR LES ACTIVITÉS MISES EN ŒUVRE PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES POUR PROMOUVOIR DES PÊCHERIES DURABLES**

**1. Titre du programme de subventions**

Fonds pour les activités mises en œuvre par des organisations non gouvernementales pour promouvoir des pêcheries durables.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2001 (avril 2001-mars 2002).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

La subvention vise à mettre en œuvre de vastes programmes de promotion des pêcheries durables et à assurer ainsi un approvisionnement alimentaire stable, sûr et efficace des populations.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aucune (aide budgétaire).

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Le gouvernement finance différents programmes complets mis en œuvre par des organisations non gouvernementales. Les subventions allouées à la gestion durable des ressources halieutiques, la promotion de l'amélioration des stocks et l'aquaculture, la restructuration des pêcheries, la protection de l'environnement côtier et le recrutement de pêcheurs visent à garantir un approvisionnement

alimentaire stable. Celles qui concernent la distribution, la transformation et la consommation des produits halieutiques ont pour objectif la sécurité et l'efficacité du ravitaillement.

**7. Montant de la subvention**

3 251 millions de yen.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention est décidée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**Q. FONDS DE MODERNISATION DE L'INDUSTRIE DU BOIS**

**1. Titre du programme de subventions**

Fonds de modernisation de l'industrie du bois.

**2. Période couverte par la notification**

Exercice 2000 (avril 2000-mars 2001).

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme a pour objet de contribuer à la rationalisation et à l'amélioration de la production et de la distribution du bois.

**4. Fondement et législation**

Préfecture d'Hokkaido.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Aucune (aide budgétaire).

**6. Forme de la subvention/à qui et comment la subvention est accordée**

Ce programme accorde des prêts à des taux préférentiels aux coopératives forestières, aux propriétaires de forêts, aux sociétés forestières, aux fabricants de produits en bois et aux grossistes qui vendent ces produits.

**7. Montant de la subvention**

3 500 millions de yen (budget de ce programme).

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

La durée de la subvention n'est pas expressément définie, étant donné que la subvention est décidée et accordée pour un exercice.

**9. Données statistiques**

n.d.

**IV. TRANSPORT**

**A. AIDE À LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT POUR LES NOUVEAUX NAVIRES**

**1. Titre du programme de subventions**

Aide à la recherche-développement pour les nouveaux navires.

**2. Période sur laquelle porte la notification**

Avril 2001-mars 2002.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Promouvoir la recherche-développement pour les nouveaux navires.

**4. Fondement et législation**

Ministère de l'aménagement du territoire, des infrastructures et des transports.

**5. Dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée**

Loi relative à la Corporation for Advanced Transport & Technology.

**6. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Don.

**7. À qui et comment la subvention est accordée**

La subvention vise à promouvoir la recherche-développement de technologies de pointe pour les navires du secteur privé, dans les limites d'un budget donné.

**8. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention**

(en millions de yen)

1999	2000	2001
220	270	290

**9. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention**

Durée indéterminée.



**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce<sup>19</sup>**

Les connaissances techniques acquises par le biais des projets subventionnés de recherche-développement n'ont pas abouti à la production de produits commerciaux; cette aide n'a donc pas encore eu d'effets sur le commerce.

---

---

<sup>19</sup> Statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations:

- i) pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;
- ii) pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.